



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2019-19 - Séance du 03/06/2019

ACTES

1. *Commande publique*

1.1 *Marchés publics*

1.1.1 *Délib, décisions et arrêtés relatifs aux MP, aux AC et à leurs avenants*

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	08	08

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 03 Juin à 14h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 29/05/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 29/05/2019.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Marie- France TEXIER, Michel BAUDOUR.

Absents excusés:

Jean-Luc MEISSONNIER, Bertrand LEENHARDT, Jean-Marie COURTES.

Absents :

Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019 -19 - CONVENTION D'ADHÉSION AVEC LE CDG À LA MISSION D'APPUI ET DE SOUTIEN À LA PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales.
- VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20.
- VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136.
- VU le décret 85-603, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale
- VU le code du travail, 4° partie, livres I à V,
- Vu l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du 6 mai 2019

Le régime de responsabilité de l'autorité territoriale en matière de santé au travail s'impose aux collectivités territoriales.

Ainsi, la mise en place d'une politique de prévention s'établit notamment au travers de la désignation d'un agent de prévention et d'un agent chargé de la mission d'inspection, d'une évaluation des risques professionnels et d'un programme annuel d'actions.

Dans la continuité de la désignation d'un agent de prévention et de la mise en place du Document Unique, le CDG34 propose une convention d'adhésion à la mission d'appui et de soutien à la prévention des risques professionnels.

Cette mission consiste notamment en un accompagnement dans la mise à jour du document unique, d'un accompagnement dans tout projet relatif à la prévention, d'une assistance sur les domaines de la santé et la sécurité.

Son intervention s'élève à 220€ par demi-journée.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et à inscrire les crédits nécessaires au budget

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents et à inscrire les crédits nécessaires au budget

Pour extrait conforme,
Le 05/06/2019,
Le Vice-Président du C.C.A.S,
Alain SOULIER

